

Les agriculteurs, grands ignorés dans la lutte aux GES

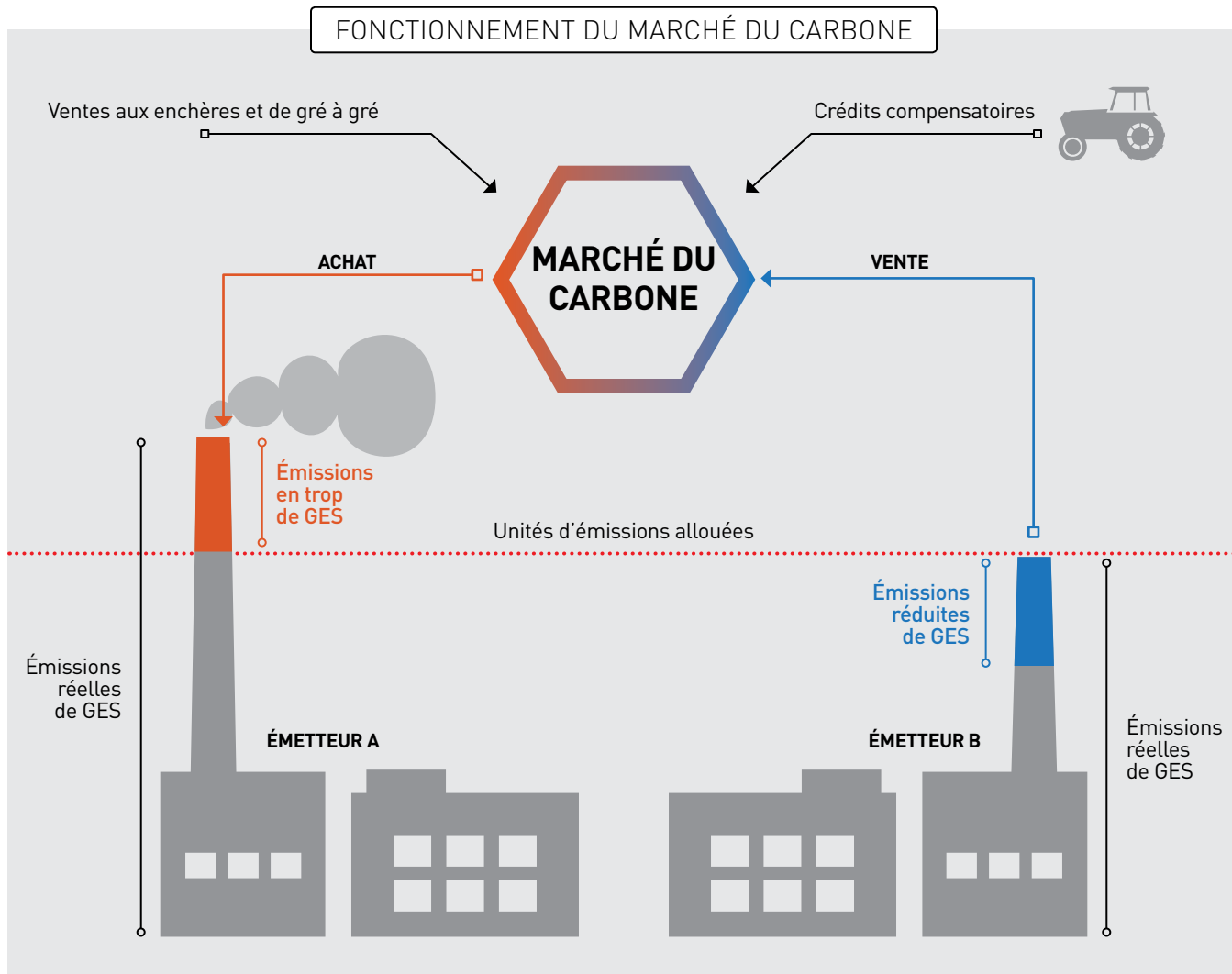
Au lendemain de « l'accord historique » COP21 à Paris, les dirigeants n'ont rien prévu pour que les agriculteurs fassent partie de la solution, soit en participant à un marché du carbone. Une myopie absurde qui risque de saboter l'objectif de limiter la hausse de température du monde de 2°C et torpiller la sécurité alimentaire de l'humanité.

La conférence des Nations unies sur les changements climatiques tenue à Montréal en 2006 avait soulevé la possibilité d'établir un marché du carbone permettant de payer les agriculteurs pour leurs bonnes pratiques et de reconnaître, enfin, qu'ils sont les premiers gardiens du sol, de la qualité de l'air et de l'eau sur la planète.

Contrairement à la bourse des grains, la bourse du carbone ne s'est jamais matérialisée. « On a perdu 10 ans ! » lance le professeur nouvellement retraité Guy Debailleul, ex-titulaire de la chaire de développement international à la Faculté des sciences ➤

Les politiques devraient s'inspirer de Sylvain Michon, un des champions québécois de semis direct et récipiendaire de nombreux prix de conservation des sols.





de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval. Ce dernier a parcouru le long chemin de Montréal à Paris où se tenait la COP21 en novembre dernier, réunissant 195 pays et dont l'objectif est de limiter à 2°C la hausse de température du globe en injectant 100 G\$ de fonds publics d'ici 2020.

Plusieurs décisions expliquent le virage raté des dirigeants planétaires à reconnaître les agriculteurs comme un pilier central à la «décarbonisation» des pays industriels. Au premier chef, le gouvernement conservateur de Stephen Harper «qui a renié l'accord de Kyoto», dit Guy Debailleul. Le président américain nouvellement élu, Barack Obama, a aussi vite déchanté sur la possibilité d'instaurer un marché du carbone face à un Congrès américain à majorité conser-

vatrice. Ce dernier a bloqué toute tentative de réglementer le marché de la pollution par crainte de rendre l'économie américaine moins compétitive face au dragon chinois.

Sans une entente sur l'établissement d'un marché du carbone entre les deux plus grandes économies mondiales, les États-Unis et la Chine, qui sont en même temps les deux plus grands pollueurs de la planète, une bourse mondiale de la pollution est morte au feuillet. «Les choses changent. Les Chinois étouffent sous une couverture de smog. Et les Américains, confrontés à des sécheresses répétées, reconnaissent que les changements climatiques sont provoqués par l'homme. Il y a aujourd'hui une lueur d'espoir», poursuit Guy Debailleul.

LE SOL, UN FORMIDABLE Puits DE CARBONE !

À Paris, le rôle de l'agriculture a malheureusement été évincé, poursuit Guy Debailleul, à l'exception d'une initiative française parallèle appelée «4/1000: les sols pour la sécurité alimentaire et le climat». Le ratio 4/1000, si minime soit-il, représente le taux de croissance annuelle de matière organique, cruciale à la fertilité des sols pour nourrir 9,5 milliards d'habitants d'ici 2050, et au potentiel d'empêcher la planète de cuire.

Selon certains experts, le sol de notre planète bleue serait en effet un puits de carbone aussi formidable que les océans, mais le sol est beaucoup plus à la portée de la gestion des hommes. Ceci par l'entremise de pratiques culturales visant à en accroître



la matière organique, outil de captation par excellence de CO². «L'initiative 4/1000 est à développer, mais n'inclut pas pour le moment la mise en place d'une bourse de carbone qui permettrait de rémunérer les producteurs», explique Christophe Malvezin, conseiller agricole à l'ambassade de France à Washington, et rencontré en janvier dernier lors de son passage à Montréal.

L'Union européenne (UE) a été la première région du monde à instaurer un marché du carbone contraignant pour lutter contre les GES. Malheureusement, «le secteur agricole est exclu de la bourse de carbone européenne parce qu'on ne connaît pas le potentiel de mitigation du sol. Cela demande beaucoup de recherches scientifiques pour quantifier et ensuite certifier ce potentiel», ajoute Christophe Malvezin. Le même problème surgit avec l'initiative 4/1000. Selon l'attaché français, une centaine de pays souscrivent à cette nouvelle initiative, dont le Canada. Mais comment le pays va-t-il s'y engager sous le gouvernement de Justin Trudeau? Mystère et boule de gomme. ➤

Optimiser le rendement, préserver l'environnement



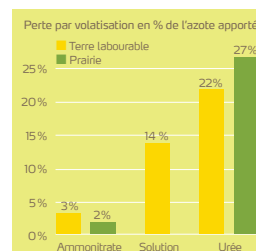
Les érablières, poumon du Québec ?

Les érablières du Québec ont séquestré 1,2% des gaz à effet de serre (GES) du Québec, soit la captation de 290 000 voitures ou 9% du parc automobile québécois. En incluant les érablières non exploitées, le compte captation de carbone par les érables s'élève à 3,3% des GES émis au Québec, l'équivalent de 770 000 voitures ou 25% du parc automobile, révèle une étude du groupe AGECO publiée en février 2016 (*Évaluation des biens et services écologiques associés aux érablières du Québec*). Selon François Charron-Doucet, directeur scientifique chez AGECO, les érablières stockent plus de carbone qu'elles en émettent. Les forêts font l'objet d'un gros débat scientifique au sujet de leur bilan carbone. Selon le World Resource Institute (WRI), la forêt (déforestation et changement de vocation) contribue à près de 6% des GES émis par l'homme sur Terre.

Le saviez-vous : tous les engrais azotés n'ont pas la même efficacité.

Les ammonitrates, comme le YaraBela CAN 27 de Yara, sont plus fiables de par leur composition. Voici pourquoi:

- Les ammonitrates contiennent une plus grande proportion d'azote sous forme de nitrate que les solutions azotées ou l'urée.
- Le nitrate est plus facilement absorbé par les racines des cultures.
- La disponibilité du nitrate pour les cultures est immédiate puisqu'il n'a pas à être préalablement transformé dans le sol.
- L'absorption des ammonitrates dépend moins des conditions météorologiques que les autres apports d'azote.
- Leur perte par volatilisation ammoniacale est beaucoup moindre qu'avec les solutions azotées ou l'urée.



Source: Étude du ministère de l'agriculture du Royaume-Uni (DEFRA-2003-2005)

Voilà pourquoi le YaraBela CAN 27 de Yara figure parmi les sources d'azote les plus efficaces et les plus fiables tout en ayant un impact environnemental inférieur à celui d'autres produits azotés.

www.yara.com

OÙ EST L'ARGENT ?

« Nos études scientifiques démontrent que le semis direct permet d'accroître 0,15 t/ha de matière organique par année. Nos exportations de blé captent plus de carbone que nous en émettons », affirme John Bennett, président de la Saskatchewan Soil Conservation Association (SSCA). Celle-ci vient de publier l'étude *Capturing Value Carbon Sequestration*, résultat de vingt ans de recherches menées par les experts en science du sol de la station d'Agriculture et Agroalimentaire Canada basée à Swift Current.

La moitié des quelque 18 millions d'hectares cultivés dans le grenier du Canada est en semis direct. Selon la SSCA, la province représente un puits de carbone de 22 millions de tonnes de CO². Et le paiement potentiel aux céréaliculteurs pour ce service écologique oscillerait entre 262 millions de dollars et 427 millions de dollars, basé sur un prix oscillant entre 30\$ et 50\$

la tonne de pollution. « On n'a toujours pas vu la couleur de cet argent », mentionne John Bennet.

LE QUÉBEC, UN CHAMPION ?

Dans la lutte aux GES, la Belle Province a fait figure de championne canadienne en s'alliant avec l'homme fort et ex-gouverneur de la Californie, Arnold Schwarzenegger, pour engendrer une bourse du carbone Californie-Québec. Le Terminator a inspiré plusieurs autres gouverneurs d'États américains et premiers ministres de provinces canadiennes pour former le premier marché du carbone contraignant en Amérique du Nord, la Western Climate Initiative (WCI). D'ailleurs, l'Ontario et le Manitoba ont annoncé leur intention de s'y joindre.

Officiellement en marche depuis 2013, la WCI vise à harmoniser la vente et l'achat de crédits de carbone entre 11 juridictions. Mais le secteur agricole québécois est pratiquement exclu de la donne. « Une intégra-



L'humanité se nourrit grâce à un mince épiderme de sol fertile qui recouvre une partie de la planète et qui prend des millions d'années à se former.



CONSEILS & SERVICES DU SEMIS À LA RÉCOLTE

Notre équipe d'agronomes et de techniciens est là, sur le terrain, pour vous conseiller tout au long de la saison.

Il ne vous reste qu'à les appeler!

<p><i>Région de la Montérégie</i> Adriana Pucasu 514 770-2627</p> <p><i>Région de la Montérégie et de l'Estrie</i> Hicham Fram 514 771-3831</p> <p><i>Région des Laurentides</i> Valentin Baci 514 208-6639</p>	<p><i>Région centre du Québec</i> Guillaume Vincent 819 818-7853</p> <p><i>Région Est de l'Ontario</i> Andrew Hodges 819 208-0787</p> <p>Élise Vincent 613 894-5338</p>
--	--

Choisissez les semences Ceresco à rendement supérieur

1 888 427-7692
www.sgceresco.com



Ceresco
Faire du soya une culture

tion du secteur agricole dans les dispositifs du marché carbone par le gouvernement du Québec pourrait s'avérer plus profitable du point de vue de la lutte aux GES, du développement régional et des retombées économiques que le développement largement subventionné du secteur éolien», déplore Guy Debailleul.

À peine 5% à 8% des terres agricoles du Québec sont cultivées en semis direct, comme sur le reste de la planète, selon Odette Ménard, spécialiste de la santé des sols au MAPAQ. « Les producteurs adeptes de cette technique devraient être crédités, car elle emploie trois fois moins de *fuel* à l'hectare et 40% moins de fertilisants. Le semis direct émet beaucoup moins de GES », explique-t-elle. Les producteurs peuvent en effet générer des crédits en piégeant le carbone dans le sol, mais aussi en réduisant les GES produits par leur entreprise. Toutefois, la WCI ne reconnaît pas ce genre de projet.

En raison de sa vocation en production animale, des recherches sur la captation du carbone avaient été entreprises dans la



Les montagnes pelées d'Haïti ne possèdent plus de matière organique qui sert d'éponge pour absorber l'eau. Résultat : les pluies des tempêtes tropicales et des ouragans dévalent leurs flancs en emportant tout sur leur passage, villages compris.

Belle Province, première productrice de lait et de porcs au pays. «On avait commencé à mesurer les émanations et la captation des émissions de GES sur deux fermes laitières au Québec, mais nos budgets de recherche ont été coupés», explique Daniel Masse, chercheur scientifique à la station d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, basée à Sherbrooke. On avait découvert à l'époque qu'une vache produit entre 450 litres et 660 litres de méthane par jour, «l'équivalent d'une voiture ordinaire qui roule 14 600 km par année». Et qu'il y avait moyen de réduire ces émissions de 10% à 20% en trafiquant l'alimentation pour produire moins de méthane par litre de lait.

Toutefois, l'annonce officielle d'un projet de mesure de mitigation de GES dans le secteur laitier ne saurait tarder, selon Jean Nolet, président de Coop Carbone. Celle-ci regroupe La Coop fédérée, le Mouvement Desjardins, le FondAction CSN, le Centre d'excellence en efficacité énergétique (C3E) et l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie (AQME). «Une question cen-

trale est de voir comment *pooler* les crédits compensatoires. Les fermes québécoises sont plus petites qu'aux États-Unis et elles ne peuvent se lancer seules sur le marché du carbone», explique Jean Nolet.

Autre question pivot : «Le protocole de certification des projets agricoles entre le Québec et la Californie reste à être établi», indique Debbie Reed, directrice générale de la Coalition on Agriculture Greenhouses Gases (CAGG). Cette coalition, basée à Washington, regroupe plus 80 organisations nord-américaines, dont la Coop Carbone. À la bourse Californie-Québec, la tonne de pollution se transige à environ 13\$/t CO₂e. Comme pour leurs collègues de la Saskatchewan, les producteurs québécois ne semblent pas prêts de voir la couleur de cet argent.

« OUVREZ LES YEUX ! »

«Ouvrez les yeux!» pour paraphraser le célèbre agronome français, René Dumont, aujourd'hui décédé et qui a consacré sa vie à défendre le rôle essentiel des agriculteurs au sein de nos sociétés. Le XXI^e siècle semble en effet mal parti. Au moment où tous les gouvernements sont fauchés, les grands pollueurs de la planète, par l'entremise d'un marché mondial du carbone,

pourraient rémunérer les agriculteurs pour leurs services environnementaux. En commençant par les rétribuer pour la préservation de leur sol. La sécurité alimentaire mondiale repose sur un épiderme de matière organique de quelques centimètres autour du globe. Cette matrice de vie est non seulement garante de la qualité de l'air, mais aussi de l'eau, en empêchant l'érosion.

Le défi planétaire est de trouver les mécanismes pour rémunérer les productrices et les producteurs quelle que soit la taille de leur entreprise, d'une superficie de moins d'un hectare en Inde, en Chine, en Afrique ou au Mexique, ou de 300 ha à 30 000 ha, voire de 300 000 ha dans les Amériques ou en Europe. Est-il nécessaire de rappeler que les 800 millions d'affamés que compte la planète sont des producteurs agricoles? Et que la majorité est coincée dans les premières tranchées du dérèglement climatique. En intégrant les agriculteurs canadiens dans cet urgent combat, Ottawa, 11^e plus gros émetteur de GES au monde, et Québec pourraient s'afficher comme de véritables leaders. Mais pour cela, souligne Guy Debailleul, «il faudra changer les politiques actuelles». 🇨🇦

Le pari du Terminator

Arnold Schwarzenegger n'a pas hésité à mettre en place un système de quotas pour limiter les gaz à effet de serre (GES) des grands pollueurs (cimenteries, centrales électriques au charbon, etc.) du Golden State et les obliger à acheter leur ciel, par l'instauration d'amendes sévères et l'entremise d'échanges de droits de pollution. Un terreau fertile pour inciter la recherche au développement de solutions novatrices à la lutte contre les GES. Son pari : transformer les *start-up* numériques de la Silicon Valley en entreprises de services environnementaux à la fine pointe technologique, pour être les premiers à engranger les bénéfices du marché mondial de la pollution.

Nicolas Mesly est agroéconomiste et journaliste pigiste spécialisé dans les enjeux agroalimentaires. Il couvre les grandes cultures pour *Le Bulletin*.